

l'ordre public, la tranquillité, la sécurité et la salubrité publique.

Article 4 - Les attributions énumérées ci-dessus seront, à compter de la date de signature du présent arrêté exercées par le commissaire de police.

Article 5 - Le Directeur Général de la Sûreté Nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel.

Arrêté n° R - 951 du 18 décembre 2001 portant création et délimitation du commissariat de police de Jedida 2 Bagdad (Dakhlet Nouadhibou).

ARTICLE PREMIER - Il est créé un commissariat de sécurité publique dénommé commissariat de police de Jedida 2 Bagdad (Dakhlet Nouadhibou).

Article 2 - Les limites géographiques du commissariat de police de Jadida 2 (Bagdad), sont définies ainsi qu'il suit :

Au sud : commissariat de police du centre ;

A l'ouest : frontière internationale.

A l'est : Boulevard médian inclus.

Au nord : Route bitumée longeant cité police P9 S3 inclus.

Article 3 - Les attributions du commissariat de police de Jedida 1 (Bagdad) sont fixées ainsi qu'il suit :

- la surveillance générale ;

- la police des marchés ;

- la police de la circulation et la police des Etrangers ;

- la police des garnis et des débits de boissons ;

- l'exercice de la sécurité publique, à l'effet d'assurer le maintien et le rétablissement de l'ordre public, la tranquillité, la sécurité et la salubrité publique.

Article 4 - Les attributions énumérées ci-dessus seront, à compter de la date de signature du présent arrêté exercées par le commissaire de police.

Article 5 - Le Directeur Général de la Sûreté Nationale est chargé de l'exécution

du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel.

Ministère des Affaires Economiques et du Développement

Actes Réglementaires

Arrêté conjoint n° R - 833 bis du 4 novembre 2001 portant création du comité d'orientation du programme de conservation des zones humides de Mauritanie:

ARTICLE PREMIER - Il est créé un comité d'orientation du programme de conservation des zones humides de Mauritanie, assisté par un comité de pilotage.

Article 2 - Le comité d'orientation est présidé par le Ministre des Affaires Economiques et du Développement et comprend MM.

- Le Ministre de l'Intérieur, des Postes et Télécommunications ;

- le Ministre des Pêches et de l'Economie Maritime ;

- le Ministre du Développement Rural et de l'Environnement ;

- le Ministre de l'Education Nationale ou son représentant ;

- le Secrétaire Général du Gouvernement ;

le Représentant de l'UICN.

Le comité de pilotage est présidé par le Secrétaire Général du Ministère des Affaires Economiques et du Développement et comprend :

- le Directeur du Parc National du Banc d'Arguin/SGG ;

- le Doyen de la Faculté des Sciences et Techniques/MEN ;

- le Directeur de l'Aménagement du Territoire/MIPT ;

- le directeur de la Marine Marchande/MPM ;

- le directeur chargé de l'Environnement/MDRE ;

- le directeur des Etudes et l'Aménagement des Ressources Halieutiques/MPM ;

- un représentant de l'Ambassade des Pays Bas ;

- le représentant régional de l'UICN pour l'Afrique de l'Ouest ;
- un représentant de la Fondation Internationale du Banc d'Arguin ;
- le représentant de l'UICN en Mauritanie ;
- un représentant technique de la société civile (représentant le réseau d'experts).

Article 3 - Le comité d'orientation aura pour objectifs de coordonner, suivre et piloter le programme de conservation des zones humides de Mauritanie. Il réunira au moins une fois par an, et examinera les rapports de progrès, les plans de travail et passera en revue les succès ou difficultés de mise en œuvre.

Le comité pourra inviter de manière ad hoc sur initiative d'un de ses membres, toute personne physique ou morale dont la contribution est jugée importante.

Le comité de pilotage examine d'une manière générale toutes les questions relatives au suivi et à la gestion du projet et prépare les réunions du comité d'orientation.

Le comité de pilotage se réunit au moins deux (2) fois par an.

Article 4 - Le Secrétariat Permanent des deux comités est assuré conjointement par la Direction de la Programmation et des Etudes au Ministère des Affaires Economiques et du Développement et le représentant de l'UICN en Mauritanie.

Article 5 - Les Secrétaires Généraux des Ministères impliqués sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel.

Ministère du Développement Rural et de l'Environnement

Actes Réglementaires

Arrêté n° R - 882 du 29 novembre 2001 portant création d'un comité de pilotage « vers une gestion intégrée et durable des ressources naturelles en Mauritanie ».

ARTICLE PREMIER - Il est créé un comité de pilotage (CP) du projet « vers

une gestion intégrée et durable des ressources naturelles en Mauritanie ».

Article 2 - Le comité de pilotage (CP) est l'organe décisionnel ayant pour missions :

- d'orienter les activités du projet ;
- d'approuver le programme d'activités annuel du projet ;
- de suivre et d'évaluer les résultats du projet ;
- de proposer de nouvelles orientations si besoin.

Article 3 - Le CP est composé comme suit :
président : Directeur de l'Environnement et de l'Aménagement Rural ou son représentant

Co - président : le chef de service français de Coopération et d'Action Culturelle ou son représentant

Membres :

- Les hakem des moughataas concernées ou leur représentant ;
- le délégué régional du MDRE du Hodh EL Gharbi ou son représentant ;
- trois représentants du village concernés par le projet ;
- les maires des communes concernées ou leur représentant ;
- le représentant de l'ONG SLODA intervenant dans la zone ;
- un représentant des projets de développement intervenant dans la zone ;
- un représentant des bailleurs de fonds intervenant dans la zone ;
- un représentant de l'Agence Française de Développement.

Article 4 - Le Secrétariat du CP est assuré par la Direction de l'Environnement et de l'Aménagement Rural.

Article 5 - Le CP entretiendra des relations fonctionnelles et de concertation avec tous les services et organismes intéressés par ce projet.

Article 6 - Le CP se réunit tous les six mois en session ordinaire, sur convocation de son président et en session extraordinaire en cas de besoin.